

DANS L'ACTUALITE du 7 au 9 mars 2017

Textes officiels

JORF n° 0057 du 8 mars 2017

Mise en œuvre de la collectivité unique de Corse - Ratification des 3 ordonnances du 21 novembre 2016

[Loi n° 2017-289 du 7 mars 2017 ratifiant les ordonnances n° 2016-1561 du 21 novembre 2016 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la collectivité de Corse, n° 2016-1562 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures institutionnelles relatives à la collectivité de Corse et n° 2016-1563 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures électorales applicables en Corse](#)

Nature, format et contenu des documents transmis électroniquement par les SEM agréées

[Arrêté du 13 février 2017 modifiant l'annexe 1 de l'arrêté du 7 octobre 2015 fixant la nature, le format et le contenu des documents des sociétés d'économie mixte agréées objets de la transmission prévue à l'article R. 481-14 du code de la construction et de l'habitation](#)

JORF n° 0056 du 7 mars 2017

Assainissement cadastral et résorption du désordre de propriété

[Loi n° 2017-285 du 6 mars 2017 visant à favoriser l'assainissement cadastral et la résorption du désordre de propriété](#)

Circulaire

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités de traitement des factures électroniques reçues et émises conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014, au décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 et à l'arrêté d'application du 9 décembre 2016

[Instruction du 22 février 2017 - Instruction relative au développement de la facturation électronique](#)

Jurisprudence

Le référé précontractuel ne peut être exercé à l'encontre d'un acte unilatéral

[CE 6 mars 2017 société Marengo, req. n° 404910](#)

Conséquence du caractère incomplet d'une étude d'impact jointe au dossier de demande

[CE 24 février 2017 communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique, req. n° 395994](#)

L'obligation de notification des recours est applicable en Nouvelle-Calédonie depuis 2001

[Avis CE 22 février 2017 commune de Nouméa, req. n° 404007](#)

Réponse ministérielle

Rép. min. n° 23609, JO Sénat 2 mars 2017 - [Demande de report de la « grenellisation » des PLU](#)

Vu par ailleurs

Contrats publics

Seuil de 25 000 euros des marchés sans formalités : la menace s'éloigne

[Le Conseil d'Etat est saisi d'un recours contre certaines dispositions du décret marchés publics, notamment le seuil des 25 000 euros. Selon nos confrères d'achatpublic.info, le rapporteur public a proposé dans ses conclusions, le 6 mars, de rejeter ce recours.](#)

Source : le Moniteur du 07/03/2017

L'acheteur public ne peut imposer une police et une taille de caractères pour la remise des offres !

[Une offre en « Times New Roman, taille 12 », sinon rien ? Dans une réponse ministérielle, la Place Beauveau modère l'excès de formalisme imposé par certains acheteurs publics. Les conditions de participation à une procédure de marché public doivent être liées et proportionnées à l'objet du marché.](#)

Source : le Moniteur du 07/03/2017

Urbanisme

Un appel à candidature pour valoriser les bonnes pratiques en matière de Plan local d'urbanisme intercommunal

[La ministre du Logement, Emmanuelle Cosse, a lancé un nouvel appel à candidature pour accompagner et récompenser les collectivités aux initiatives ou savoir-faire exemplaires en matière d'élaboration de PLUi et capables de faire progresser les pratiques](#)

Source : le Moniteur du 08/03/2017

Robert Herrmann nommé président du Plan Urbanisme Construction et Architecture

[Le président de Strasbourg Eurométropole et adjoint au maire de Strasbourg a été nommé le 6 mars par la ministre du Logement, Emmanuelle Cosse, à la tête de cet organisme de recherche appliquée.](#)

Source : le Moniteur du 07/03/2017

Environnement

L'évaluation environnementale des plans et des projets toujours pas à la hauteur

[Les études d'impact des porteurs de projet ne prévoient pas suffisamment de mesures pour éviter les atteintes à l'environnement. Les collectivités ne maîtrisent pas assez l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme. Tel est le bilan dressé par l'Autorité environnementale qui appelle à une montée en compétence des acteurs.](#)

Source : le Moniteur du 08/03/2017

Les documents d'urbanisme continuent à planifier la destruction des espaces naturels

[Le premier bilan d'activité des missions régionales d'autorité environnementale montre que l'artificialisation des sols reste toujours au programme de nombreux documents d'urbanisme. L'impact environnemental de ces documents est sous-évalué.](#)

Source : actu-environnement.com du 07/09/2017

Collectivité territoriale

Aménagement - Grand Paris : l'Etat et la Caisse des Dépôts renouvellent leur partenariat

[Pierre-René Lemas, directeur général de la Caisse des Dépôts, et Michel Delpuech, nouveau préfet de la région Ile-de-France, ont signé, le 7 mars, une convention triennale de partenariat en faveur du Grand Paris, en présence de Jean-Michel Baylet, ministre de l'Aménagement du territoire, de la Ruralité et des Collectivités territoriales. Les partenaires renouvellent ainsi leur partenariat pour la période 2017-2019.](#)

Source : localtis.info du 08/03/2017

Colloque / Séminaire

- Colloque du Serdeaut : Les baux à construire sur le foncier public

Le 17 mars 2017 à l'Université Paris 1 - Panthéon-Sorbonne en salle 1 (Aile Soufflot, Centre Panthéon, 12, place du Panthéon 75005 Paris).

[Inscription](#)

[Programme](#)

Vu dans les revues

La Semaine Juridique Administrations et Collectivités territoriales n° 9, 6 Mars 2017, 2070, *Le conseiller municipal intéressé et l'adoption des PLU et des cartes communales : quelques précisions sur le principe d'impartialité en matière d'urbanisme*, par Rémi Decout-Paolini

Presse

La région Ile-de-France veut plus de PME dans ses marchés publics

[Le montant des achats publics s'élève à 1 milliard d'euros en Ile-de-France. La Région vote jeudi ou vendredi un « Small Business Act » pour favoriser l'accès des PME aux marchés publics.](#)

Source : les Echos du 09/03/2017

Les ports, clefs de voûte du Grand Paris

[Deux sites en bordure d'eau, à Bonneuil-sur-Marne et à Bruyères-sur-Oise, sont destinés au tri des déblais et cinq autres ports au transbordement.](#)

Source : les Echos du 08/03/0217

La SNCF va remanier sa gamme de tarifs TGV

[L'entreprise publique prépare le lancement cette année d'une nouvelle gamme tarifaire, qui doit clarifier l'offre et augmenter les petits prix](#)

Source : les Echos du 08/03/0217